

S'il y a des hommes qui ont reculé jusque dans un avenir qui paraît bien confus ou qui même ont empêché à jamais la solution du problème des écoles, ne sont-ce pas les évêques qui ont parlé

Tous ceux qui ont ouvert la bouche ont dit ou commis une bêtise, chacun dans leur genre.

La plus pommée c'est celle de Mgr Gravel dont la lettre à Mgr Ledochowski avec le petit projet de séduction du Conseil Privé, confié au cardinal Vaughan, a fait perdre au moins cinquante voix à la cause des écoles dans le parlement.

La palme revient pour la deuxième à Mgr Langevin qui a voulu faire son petit Jules Favre et s'écrier comme celui-ci devant Bismarck au lendemain de Sedan : "Pas un pouce de notre territoire, pas une pierre de nos forteresses." Comme Jules Favre aussi il est destiné à se voir enlever une rude tranche de son territoire et un rude monceau des pierres de ses forteresses, si même on lui en laisse un peu.

Le troisième qui s'est fait remarquer dans ce concours de gaffes dangereuses, c'est Mgr Lafèche, qui pour le plaisir de faire pièce à l'hon. M. Laurier, a déclaré que le système des écoles séparées d'Ontario auquel se seraient raliés bien des protestants, et qui eût pu devenir un moyen terme de conciliation, était un système d'écoles sans Dieu inacceptable.

En présence de bourdes aussi monumentales que celles-là, il faut avoir du toupet pour demander encore aux évêques de parler.

Que ne se sont-ils tus dès le début plutôt. Je sais bien qu'on nous dira : mais M. Joncas dans l'*Evènement* leur demande de parler pour dire qu'on ne parle pas.

Parfaitement, qu'ils s'appliquent à eux-mêmes la recommandation et tout ira bien.

D'ailleurs de quel droit viendraient-ils nous dire de discuter ou de ne pas discuter telle ou telle question politique. Ce serait trop fort. Ne sommes-nous plus libres d'en agir à notre guise dans les questions qui intéressent notre bien-être social, et qui a donné autorité même

à des évêques de décréter que la discussion de telle ou telle question est dangereuse et pernicieuse

Si M. Joncas comme représentant du peuple n'est pas capable de savoir seul ce qu'il a à faire et d'aviser ses commettants de leurs devoirs, qu'il se retire et fasse nommer à sa place le bedeau de Gaspé, mais qu'il ne vienne donc pas au nom de toute la province demander aux évêques une consultation que personne n'a sollicitée et dont les bons effets ne peuvent être que problématiques si l'on en juge par les précédents.

D'ailleurs, pourquoi ne parlerait-on pas de la question des écoles du Manitoba d'ici au mois de janvier ?

Croit-on qu'il n'y a pas encore bien des choses ignorées, des choses soigneusement cachées sur cette question ?

Croit-on connaître à fond l'opinion du peuple de langue française sur cette question ?

Sûrement non, on ne la connaît pas.

Celui qui ferait un plébiscite intime dans les familles canadiennes, d'ici à six mois, s'apercevrait que l'opinion générale, l'opinion intime est que ce serait un grand malheur de mettre de nouveau les écoles du Manitoba sous la domination du clergé.

Un plébiscite *entre quat'-z-yeux*, comme l'on dit, donnerait un résultat de *neuf* sur *dix* en faveur des écoles publiques contre les écoles séparées.

Ce que nous disons là, tout le monde le sait, mais personne n'ose le dire.

C'est comme pour l'annexion : soixante-quinze pour cent des canadiens-français sont favorables à l'annexion mais personne n'a le courage de le proclamer.

Connaissant cet état de choses, cet état d'esprit et d'âme de notre population, nous pensons que rien n'est plus propice à l'obtention d'un arrangement utile de la question que sa discussion réitérée en public.

Le jour où l'on se sera bien convaincu et où l'on aura les preuves que le clergé seul est au fond de l'agitation, on sera bien près de la solution.